|  |
| --- |
| Alain BIHRsociologue français se revendiquant du communisme libertaireprofesseur des universités à l'université de Franche-Comté.(2006)“Aux origines du capitalisme.L’erreur fondamentaled’Adam Smith.”**LES CLASSIQUES DES SCIENCES SOCIALES**CHICOUTIMI, QUÉBEC<http://classiques.uqac.ca/> |



<http://classiques.uqac.ca/>

*Les Classiques des sciences sociales* est une bibliothèque numérique en libre accès, fondée au Cégep de Chicoutimi en 1993 et développée en partenariat avec l’Université du Québec à Chicoutimi (UQÀC) depuis 2000.



<http://bibliotheque.uqac.ca/>

En 2018, Les Classiques des sciences sociales fêteront leur 25e anniversaire de fondation. Une belle initiative citoyenne.

**Politique d'utilisation
de la bibliothèque des Classiques**

Toute reproduction et rediffusion de nos fichiers est interdite, même avec la mention de leur provenance, sans l’autorisation formelle, écrite, du fondateur des Classiques des sciences sociales, Jean-Marie Tremblay, sociologue.

Les fichiers des Classiques des sciences sociales ne peuvent sans autorisation formelle:

- être hébergés (en fichier ou page web, en totalité ou en partie) sur un serveur autre que celui des Classiques.

- servir de base de travail à un autre fichier modifié ensuite par tout autre moyen (couleur, police, mise en page, extraits, support, etc...),

Les fichiers (.html, .doc, .pdf, .rtf, .jpg, .gif) disponibles sur le site Les Classiques des sciences sociales sont la propriété des **Classiques des sciences sociales**, un organisme à but non lucratif composé exclusivement de bénévoles.

Ils sont disponibles pour une utilisation intellectuelle et personnelle et, en aucun cas, commerciale. Toute utilisation à des fins commerciales des fichiers sur ce site est strictement interdite et toute rediffusion est également strictement interdite.

**L'accès à notre travail est libre et gratuit à tous les utilisateurs. C'est notre mission.**

Jean-Marie Tremblay, sociologue

Fondateur et Président-directeur général,

LES CLASSIQUES DES SCIENCES SOCIALES.

Un document produit en version numérique par Jean-Marie Tremblay, bénévole, professeur associé, Université du Québec à Chicoutimi

Courriel: classiques.sc.soc@gmail.com

Site web pédagogique : <http://jmt-sociologue.uqac.ca/>

à partir du texte de :



Alain BIHR

**“***Aux origines du capitalisme***. L’erreur fondamentale d’Adam Smith.”**

Un article publié dans ***Le Monde diplomatique***, Paris, novembre 2006, p. 3.

L’auteur nous a accordé le 28 novembre 2018 son autorisation de diffuser en accès libre à tous ce texte dans Les Classiques des sciences sociales.

 Courriel : Alain Bihr : alainbihr09@gmail.com

Polices de caractères utilisée :

Pour le texte: Times New Roman, 14 points.

Pour les notes de bas de page : Times New Roman, 12 points.

Édition électronique réalisée avec le traitement de textes Microsoft Word 2008 pour Macintosh.

Mise en page sur papier format : LETTRE US, 8.5’’ x 11’’.

Édition numérique réalisée le 21 avril 2020 à Chicoutimi, Québec.



Alain BIHR

sociologue français se revendiquant du communisme libertaire

professeur des universités à l'université de Franche-Comté.

“*Aux origines du capitalisme*.
L’erreur fondamentale d’Adam Smith.”



Un article publié dans ***Le Monde diplomatique***, Paris, novembre 2006, p. 3.

Alain BIHR [[1]](#footnote-1)\*

sociologue français se revendiquant du communisme libertaire

professeur des universités à l'université de Franche-Comté.

“*Aux origines du capitalisme*.
L’erreur fondamentale d’Adam Smith.”

Un article publié dans ***Le Monde diplomatique***, Paris, novembre 2006, p. 3.

En 1993, pour défendre un traité de libre-échange, le président William Clinton cita Adam Smith, qui selon lui avait établi que « *les habitudes du commerce contredisent celles de la guerre*». Depuis plus de deux siècles, l’idée qu’une disposition naturelle à échanger expliquerait le capitalisme et favoriserait la paix doit beaucoup à Adam Smith. Cette genèse du capitalisme n’oublie qu’un détail : les rapports de production…

Mots-clés : ▪ Économie ▪ Capitalisme ▪ Histoire ▪ Libéralisme

Quand, où, comment et pourquoi est apparu le capitalisme ? Ces questions ont fait couler beaucoup d’encre depuis plus de deux siècles. Les raisons tiennent pour partie à la difficulté de la problématique, à la diversité des points de vue et des angles d’attaque. S’agissant de questions portant sur des origines, par définition toujours obscures, les réponses sont par ailleurs destinées à se renouveler en permanence au gré de la découverte de nouveaux matériaux historiographiques et de l’invention de nouvelles hypothèses. Mais ces divergences tiennent autant à la mise en œuvre de principes d’explication différents, impliquant chacun une manière particulière de poser la question.

La première explication d’ensemble des origines du capitalisme est celle dont la formulation a accompagné la constitution de la pensée économique classique, à partir de la seconde moitié du XVIIIe siècle. C’est aussi celle qui a connu depuis la diffusion la plus large ; elle continue d’inspirer la majeure partie des approches de l’histoire du capital et du capitalisme. Du fait de ses origines, elle reste marquée par les présupposés de la pensée libérale.

Sa caractéristique propre est l’attention privilégiée, voire exclusive, qu’elle accorde au marché. Dans sa perspective, la formation du capital comme rapport de production et le développement du capitalisme comme mode de production se réduisent pour l’essentiel à l’extension et à la consolidation de la sphère des rapports marchands. Elle scrute donc avec soin l’apparition et l’essor de ces rapports, les conditions qui les ont favorisés mais aussi les obstacles qui les ont entravés, les synergies ou au contraire les conflits entre le développement du commerce lointain et les structures politiques qui ont été au cœur de ces processus, les formes marchandes du capital qui se sont épanouies grâce à eux, etc. Sans que soient nécessairement méconnus ou négligés les écueils rencontrés, qui en ont bien souvent freiné et même bloqué la marche en avant, l’idée qui se dégage de l’ensemble des études inspirées par ce paradigme libéral est que le capital et le capitalisme résultent de la dynamique en définitive irrépressible des rapports marchands, eux-mêmes tenus pour la forme normale, voire pour la forme par excellence, du rapport social.

Une définition qui ignore l’histoire

On en trouve une des toutes premières expressions dans l’œuvre maîtresse d’Adam Smith, [*Enquête sur la nature et les causes de la richesse des nations*](http://classiques.uqac.ca/classiques/Smith_adam/smith_adam.html) (1776), qui passe pour fondatrice de l’économie politique classique [[2]](#footnote-2). Dès les premières pages, l’auteur y fait état de sa conviction de l’existence en l’être humain d’un « penchant qui le porte à trafiquer, à faire des trocs et des échanges d’une chose pour une autre », penchant spécifiquement humain dont on ne trouve trace dans aucune espèce animale. Penchant dont Adam Smith voit en définitive le fondement dans la mutuelle dépendance des êtres vivant en société, l’échange étant plus à même que la bienveillance de satisfaire aux exigences de cette dernière : « L’homme a presque continuellement besoin du secours de ses semblables, et c’est en vain qu’il l’attendrait de leur seule bienveillance. Il sera bien plus sûr de réussir s’il s’adresse à leur intérêt personnel et s’il les persuade que leur propre avantage leur commande de faire ce qu’il souhaite d’eux. C’est ce que fait celui qui propose à un autre un marché quelconque ; le sens de la proposition est ceci : “Donnez-moi ce dont j’ai besoin, et vous aurez de moi ce dont vous avez besoin vous-même.” »

De ce penchant à l’échange résulte, selon Adam Smith, la tendance au développement de la division du travail, chacun ayant dès lors intérêt à se spécialiser dans le type d’activité pour laquelle la nature, la tradition ou l’expérience personnelle l’ont rendu le plus apte : « Ainsi, la certitude de pouvoir troquer tout le produit de son travail qui excède sa propre consommation, contre un pareil surplus du produit du travail des autres qui peut lui être nécessaire, encourage encore chaque homme à s’adonner à une occupation particulière et à cultiver et à perfectionner tout ce qu’il peut avoir de talent et d’intelligence pour cette espèce de travail. »

Autant dire que, pour Adam Smith, l’échange marchand et la division du travail qu’il implique, à titre de condition et de résultat à la fois, sont considérés comme un état naturel (dans tous les sens du terme) de la société, sur la base du présupposé que celle-ci n’est elle-même que la réunion d’une multitude d’individus purement égoïstes, c’est-à-dire à la fois parfaitement autonomes (puisque propriétaires privés du produit de leur travail tout comme de leurs moyens de production) et uniquement mus par la considération de leur intérêt personnel dans leur mutuelle dépendance.

Qu’il s’agisse là d’un mythe, au sens propre d’un récit fabuleux prétendant expliquer les origines et fondements du monde en général et des institutions humaines en particulier, on s’en convaincra facilement en remarquant, tout d’abord, le caractère proprement tautologique de l’explication fournie : Adam Smith présuppose donné comme état naturel de la société ce dont il s’agit précisément d’expliquer la genèse et le procès de développement, à savoir une structure socio-économique caractérisée par un ensemble de producteurs privés unis simplement par un système de rapports marchands. On remarquera ensuite que, si tel avait jamais été l’état naturel de la société, le capitalisme aurait dû naître presque immédiatement à la sortie de la préhistoire humaine. Or il s’en est fallu de beaucoup que ce soit le cas !

Je passerai ici sur la portée et la signification idéologiques (apologétiques) globales d’une pareille approche, qui amène à concevoir le capitalisme comme la fin de l’histoire humaine, comme l’état idéal du développement social, puisqu’en lui s’épanouirait pleinement la quintessence marchande du rapport social. Je ne retiendrai que deux limites majeures de ce paradigme du point de vue de la seule intelligence du devenir historique.

En premier lieu, en se focalisant principalement, voire exclusivement, sur le procès de circulation marchande, cette approche d’inspiration libérale en vient à négliger et même à occulter totalement les rapports de production, entendus ici dans leur sens le plus strict comme l’ensemble des procédures, normes, institutions conditionnant l’unité des producteurs et de leurs moyens de production, sans laquelle aucune production ne peut avoir lieu. Or, avant de pouvoir mettre en circulation des produits du travail social, de quelque nature qu’ils soient, avant de pouvoir les transformer en marchandises, il faut commencer par les produire ; et ce sont les conditions présidant à cette production qui commandent en définitive le destin des produits du travail social. Et, notamment, la possibilité ou non pour ces produits de devenir des marchandises. Faute de tenir compte des rapports de production, les études inspirées par ce paradigme libéral peinent le plus souvent ou même échouent à rendre compte des raisons pour lesquelles, loin d’éclore spontanément, les rapports marchands ont pu se développer dans certaines conditions et circonstances, alors qu’au contraire telles autres leur ont été systématiquement défavorables. Par exemple, pourquoi l’immense Empire chinois leur est resté des millénaires durant relativement rétif ; alors qu’ils ont connu une expansion remarquable tout au long de l’Antiquité méditerranéenne.

En second lieu, et de ce fait d’ailleurs, ces mêmes études ne comprennent pas la nature de la véritable révolution qui s’opère dans les rapports de production avec la formation du capital et le développement consécutif du capitalisme. Car le propre du capitalisme n’est pas que le produit du travail social y prenne généralement forme de marchandises. Si « la richesse des sociétés dans lesquelles règne le mode capitaliste de production s’annonce comme une “immense accumulation de marchandises” », comme le constate Marx en ouverture du Capital [[3]](#footnote-3), c’est d’abord et essentiellement parce que les conditions tant subjectives (les forces de travail) qu’objectives (les moyens de production) du travail social lui-même y sont devenues marchandises. Ce qui présuppose, comme Marx le montre longuement, l’expropriation des producteurs et leur réduction au statut de « travailleurs libres », n’ayant d’autre choix que de mettre en vente la seule chose dont ils soient encore propriétaires, à savoir leur force de travail. Autrement dit, c’est bien dans les rapports de production que gît le secret de la formidable expansion de la sphère de la circulation marchande qui caractérise le capitalisme et dont celui-ci s’enorgueillit : la seconde n’est que l’apparence sous laquelle se manifestent les premiers.

En fait, il n’existe aucune dynamique transhistorique de croissance et de développement des rapports marchands. Partout et toujours, la sphère de la circulation marchande et monétaire, partant la constitution de capital marchand à laquelle elle peut donner naissance, reste subordonnée aux rapports de production stricto sensu  : aux règles et institutions qui régissent les rapports des producteurs à leurs moyens de production, les rapports des producteurs et des non-producteurs entre eux (la division sociale du travail), enfin les rapports des producteurs et des non-producteurs au produit du travail social. Ce sont ces rapports de production qui déterminent tant la possibilité que les limites du développement de la circulation marchande et monétaire, par conséquent la formation et l’accumulation éventuelles de capital marchand. De même que ce sont les rapports de production qui déterminent la forme, l’intensité et en définitive les résultats des inévitables effets de dissolution que, par rétroaction, le développement de l’économie marchande et monétaire, et notamment du capital marchand, entraîne sur eux. En un mot, si l’essor de l’économie marchande et du capital marchand a compté incontestablement parmi les opérateurs de la formation du rapport capitaliste de production, c’est dans la structure et la dynamique des rapports précapitalistes de production qu’il faut chercher les raisons du fait que leur action a pu ou non aboutir à un tel résultat.

Et, sous cet angle, les différents rapports de production apparus au cours de la transition de la préhistoire à l’histoire ou au cours même de cette dernière ne sont certes pas équivalents. Ceux qui structurent les sociétés « asiatiques » n’offrent que peu prise au développement des rapports marchands et encore moins à l’action dissolvante du capital marchand. Ceux qui caractérisent le monde antique méditerranéen leur fournissent, au contraire, un cadre et une base extrêmement favorables ; et de même se montrent-ils très perméables à leur action dissolvante : celle-ci contribue notamment à la concentration de la propriété foncière et à l’expropriation d’une part importante des producteurs agricoles. Mais, loin de conduire à la formation du rapport capitaliste de production, l’ensemble du processus n’aboutit qu’à l’extension de l’esclavage et à la constitution d’une plèbe entretenue à des fins clientélistes, du fait notamment de la dépendance économique et de la tutelle politique dans laquelle la propriété foncière a continué à tenir le capital marchand.

Ce sont en définitive les rapports féodaux de production, tels qu’ils se constituent lentement en Europe occidentale dans le cours du haut Moyen Age pour se cristalliser aux IXe et Xe siècles, par fusion entre les structures héritées du Bas-Empire romain et celles de la « commune germanique » importées par les envahisseurs, qui vont servir de serre au mûrissement de plusieurs des conditions primordiales de formation du capital. De ces rapports féodaux, j’ai souligné les originalités fortes qui les constituent : la possession, voire la propriété, laissée aux serfs d’une partie de leurs moyens de production, de leur temps de travail et du produit de leur travail ; l’émancipation des villes de la structure politico-idéologique de la propriété foncière, qui peuvent dès lors se vouer au seul développement de l’économie marchande et du capital marchand ; le morcellement du pouvoir politique, enfin, qui affaiblit globalement celui-ci et interdit la reconstitution de toute structure impériale.

Accumulation au service de la banque

De la synergie entre ces différents facteurs, elle-même propre aux rapports féodaux de production, résultera, en premier lieu, l’essor du commerce  : du commerce lointain, tout d’abord, entre centres urbains, la plus lucrative des formes de commerce et la seule primitivement ouverte à l’action du capital marchand ; du commerce proche, ensuite, entre les centres urbains et leurs campagnes environnantes, par l’intermédiaire du développement d’un artisanat marchand connexe de l’essor du capital marchand, mais aussi et surtout par l’intégration croissante de la production agricole et des producteurs agricoles (serfs, tenanciers libres, alleutiers), conduisant rapidement à des différenciations sociales croissantes entre eux, en faisant naître une couche de riches laboureurs à côté de brassiers appauvris et de manœuvriers déjà expropriés.

Les rapports féodaux de production auront ainsi directement contribué à l’accumulation de la richesse monétaire entre les mains des marchands, des usuriers et banquiers, ainsi qu’à sa concentration notamment sous la forme de compagnies commerciales à succursales multiples, alliant les pratiques du négoce, de la banque et de l’assurance. C’était là la première condition essentielle de la formation des rapports capitalistes de production.

Alain Bihr

Fin du texte

1. \* Professeur de sociologie à l’université de Franche-Comté. Auteur notamment de *Pour en finir avec le Front national*, Editions Syros, Paris, 1993. [↑](#footnote-ref-1)
2. Adam Smith, [*La richesse des nations*](http://classiques.uqac.ca/classiques/Smith_adam/smith_adam.html), Flammarion, coll. « GF », Paris, 1991, tome I. Les citations suivantes sont extraites de cette édition. [↑](#footnote-ref-2)
3. Karl Marx, [*Le Capital*](http://dx.doi.org/doi%3A10.1522/cla.mak.cap2), Editions sociales, Paris, 1948, tome I, p. 51. [↑](#footnote-ref-3)